

Questions éthiques, légales et sociales ayant un impact sur la police de proximité

Cette fiche est basée sur la recherche portant sur l'analyse des questions éthiques, légales et sociales ayant un impact sur la police de proximité (livrable CCI – D5.1). Elle découle de la fiche intitulée "La police de proximité".

Cutting Crime Impact (CCI)

CCI est un projet financé par l'UE qui permet aux institutions nationales chargées de faire respecter la loi¹, les collectivités territoriales et les autorités nationales compétentes (responsables de politiques de la sécurité) de réduire l'impact de la criminalité et d'éviter autant que possible sa survenance. Le projet CCI permet une approche préventive, concrète et réalisable afin de lutter efficacement contre la petite délinquance à fort impact.

Le projet CCI est en train de concevoir, développer et mettre en oeuvre quatre boîtes à outils, dans les domaines suivants:



La police prédictive



La police de proximité



La prévention du crime par l'aménagement urbain²



Mesurer et atténuer le sentiment d'insécurité des citoyens

Qu'est-ce que la police de proximité?

La police de proximité est une stratégie qui se concentre sur l'engagement et la collaboration des agents de police avec les communautés locales. Le principe de base de la police de proximité est de mettre des agents de police locaux dans de petites zones géographiques, souvent des quartiers, où ils patrouillent à pied et établissent des liens étroits avec les citoyens et les acteurs locaux. Cela améliore le travail en partenariat, favorise la résolution des problèmes et permet la coproduction de stratégies pour réduire la criminalité et favoriser la cohésion sociale. La police de proximité pourrait être mise en place par les institutions nationales chargées de faire respecter la loi qui priorisent l'amélioration des relations avec la population et s'occupent des questions de sécurité qui ont un impact sur la vie quotidienne des citoyens.

Pourquoi l'éthique et les droits de l'homme sont-ils importants pour la police de proximité?

Afin que la police de proximité soit efficace, il est nécessaire d'encourager la confiance des citoyens dans leurs institutions et d'augmenter la légitimité de la police aux yeux du public. Dans le droit européen, ces valeurs fondamentales sont exprimées par les droits de l'homme, qui soutiennent les valeurs d'une société démocratique et l'État de Droit. Par conséquent, les institutions nationales chargées de faire respecter la loi sont liées par l'État de Droit et la police doit agir dans ce cadre dans sa réponse aux besoins des citoyens. La police de proximité est un moyen collaboratif et positif d'atteindre ce but. L'une des questions soulevées lors de la

mise en oeuvre de la police de proximité concerne le degré de proximité le plus adéquat pour à la fois permettre le contact avec les populations et pouvoir effectuer des missions de surveillance sans que les citoyens ne se sentent toutefois en permanence observés ou contrôlés par les institutions policières. La surveillance intensive par la police, avec des interventions permanentes et une pression incessante, pourraient conduire à un 'État policier'. Moins les opérations des institutions nationales chargées de faire respecter la loi semblent légitimes dans un contexte social démocratique et moins elles semblent respecter l'État de Droit et les

¹ Police et Gendarmerie nationales pour la France

² Au niveau français, cette approche est souvent appelée : prévention situationnelle

droits de l'homme, plus il sera difficile d'engager le dialogue avec les citoyens. En outre, travailler avec des groupes marginalisés devient d'autant plus difficile. Les institutions nationales chargées de faire respecter la loi doivent concilier d'un côté leur obligation de

s'occuper des citoyens et éviter tous dommages, et de l'autre côté elles ne doivent pas priver les individus de leur autonomie.

La police de proximité et la gouvernance en réseau



La police de proximité est fortement influencée par les développements socio-économiques qui ont eu lieu depuis le début du nouveau millénaire, y compris la redéfinition des relations entre l'individu et une société transformée par la mondialisation et la numérisation. Pour mieux comprendre cette transformation, Hazenberg et Zwitter³ distinguent trois modes de gouvernance:

Mode 1: Des structures traditionnelles de commandement et contrôle, qui sont majoritairement ancrés dans l'Etat

Mode 2: More horizontal forms of governance that include private actors.

Mode 3: Des structures de gouvernance caractérisées par les multiples rôles changeants des acteurs, et la nécessité de désigner des rôles selon les communautés de réseaux et les domaines de la politique.

Hazenberg and Zwitter 2017, p.184-209

Les agences gouvernementales voient souvent la police de proximité comme un investissement dans des approches proactives orientées vers la prévention des problèmes futurs. Cela implique un réseau de partenaires qui collaborent sur une mission commune et coopèrent principalement sur la gouvernance de Mode 3.

La tendance vers la numérisation et l'utilisation du 'big data', ainsi que les occasions fournies par la prise automatisée de décisions (ex : l'apprentissage machine et l'intelligence artificielle), rendent plus pertinente la gouvernance en réseau⁴. De ce point de vue, la police de proximité pourrait être considérée comme un exemple intéressant de la manière dont les domaines traditionnels de l'application de la loi s'adaptent aux défis et thématiques du temps, en rassemblant la police, d'autres acteurs publics et les citoyens pour coproduire la sécurité.

Comprendre la police de proximité à travers le concept de communauté et la bonne gouvernance

On pourrait bien dire que l'ambiguïté continue à propos des termes 'communauté' et 'bonne gouvernance' intéressent particulièrement la police de proximité. Dans le contexte de la police de proximité (Community policing en anglais) le terme community, communauté en français, distingue trois types de communautés⁵:

- **Communautés d'endroit** – Basées sur un lieu géographique en commun. En France, on parlera de quartiers.
- **Communautés de mémoire:** – Basées sur des souvenirs, connaissances et informations en commun qui sont étroitement liés à l'identité d'un groupe social (p.ex. l'identité nationale, ethnique ou religieuse).
- **Communautés psychologiques** – Basées sur la collaboration entre des groupes marquées par une grande confiance, y compris la famille, le travail, l'école et les équipes sportives.

³ Hazenberg, J. L. J., et Zwitter, A. (2017) "Network Governance im Big Data- und Cyber-Zeitalter". Zeitschrift Für Evangelische Ethik, 61(3), 184-209. <https://doi.org/10.14315/ze-2017-0305>

⁴ Castells, M. (2011) The rise of the network society (Vol. 12). John Wiley & sons.

⁵ Bell, D. (2016) "Communitarianism", The Stanford Encyclopedia of Philosophy, Edward N. Zalta (ed), extrait de: <https://plato.stanford.edu/entries/communitarianism/>



Par défaut, les institutions nationales chargées de faire respecter la loi ont une portée, une mentalité et un mandat territorial. Cette concentration sur les quartiers ne tient pas toujours compte des individualités des citoyens. La police de proximité amène des questions, notamment sur comment impliquer l'ensemble des citoyens et inclure ceux qui n'ont pas la sensation de faire partie intégrante de la société. Le deuxième concept pertinent à la police de proximité, c'est la bonne gouvernance. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme⁶ (HCDH) a identifié les caractéristiques clés de la bonne gouvernance:

1. -----
La transparence

2. -----
La responsabilité

3. -----
Le rendre des comptes

4. -----
La participation

5. -----
La réactivité (aux besoins des populations)

Avoir une présence policière visible qui engage le dialogue avec le public fait partie de la gouvernance participative. La priorisation des besoins des citoyens et l'adoption d'une approche axée sur la résolution des problèmes concordent avec la caractéristique de la bonne gouvernance "La réactivité (aux besoins du peuple)". Comprendre les éléments indispensables d'une bonne gouvernance est fondamental pour réussir à mettre en œuvre une police de proximité.

⁶The United Nations Human Rights Office of the High Commission (n.d) Good Governance and Human Rights, extrait de: <https://www.ohchr.org/en/issues/Development/GoodGovernance/Pages/GoodGovernanceIndex.aspx>



Questions éthiques, légales et sociales

· Questions éthiques

Il y a trois questions éthiques principales nécessaires à prendre en compte lorsque l'on déploie une police de proximité:

La perception de l'impartialité policière et la confiance en la police

- Coombs⁷(1998) prévient que la police de proximité pourrait entraîner le ciblage injuste des classes populaires et des minorités, ce qui pourrait miner la confiance en la police parmi cette partie de la population. De plus, à cause de l'automatisation croissante des activités policières (p.ex. la police prédictive, la reconnaissance faciale, la surveillance automatisée, etc.) il est nécessaire que les institutions nationales chargées de faire respecter la loi aient des politiques claires et détaillées sur la sélection, la combinaison, l'analyse et l'utilisation des données personnelles. Pareillement, la manière de communiquer sur l'utilisation de ces données et les interventions spécifiques qu'elles permettent⁸ doivent être transparentes.

La stigmatisation des quartiers

- La croissance des activités de la part des institutions nationales chargées de faire respecter la loi dans certains quartiers pourrait avoir un effet stigmatisant sur le quartier et les personnes qui y habitent. La stigmatisation des quartiers peut conduire à des résultats concrets et quantifiables. Par exemple, la valeur des domiciles et entreprises dans un quartier pourrait diminuer. La stigmatisation réelle ou perçue des groupes et individus minoritaires est un facteur important qui peut alimenter la méfiance vis-à-vis des institutions nationales chargées de faire respecter la loi.

Le jugement des agents en première ligne

- La police de proximité met les agents en première ligne, en contact étroit avec le public, et les amène à aborder les crimes moins graves, la petite délinquance et les incivilités. La plupart des gens ne veulent pas voir l'application de la loi pour les infractions mineures, telles que traverser en dehors des passages piétons. En conséquence, les agents en première ligne doivent être en capacité de juger la situation et prendre les mesures appropriées afin de maintenir la confiance de la population, sans avoir une lecture trop stricte des lois en vigueur.

⁷ Coombs, M. I. (1998) "The constricted meaning of community in community policing", St. John's Law Review, 72 (Issues 3-4), pp. 1367-1375.

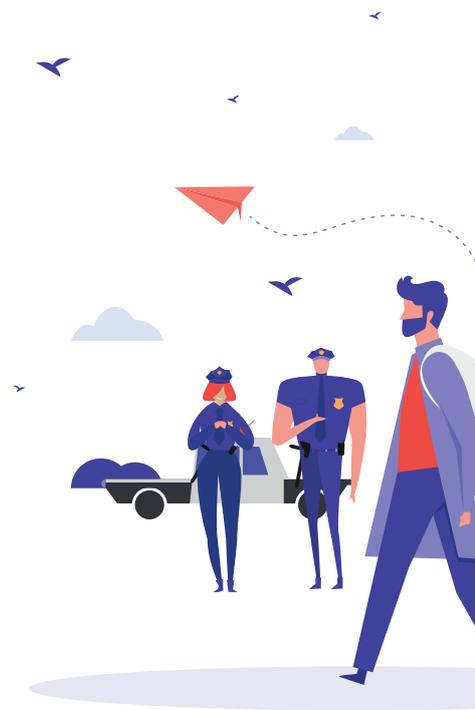
⁸ Richardson, R. and Schultz, J. & Crawford, K. (2019) "Dirty Data, Bad Predictions: How Civil Rights Violations Impact Police Data, PP Systems, and Justice" (February 13, 2019). New York University Law Review Online, Forthcoming. Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=3333423>

· Questions légales

Les enjeux de sécurité intérieure sont avant tout une prérogative nationale et ne semblent, de prime abord, pas concernés par le Droit européen. Néanmoins, les droits de l'Homme inscrits dans le Droit européen sont nécessaires à prendre en compte dans le cadre de la police de proximité comme exposé ci-dessus. De plus, les tendances comme la numérisation et la mondialisation augmentent le besoin de la coopération transfrontalière, surtout quand les institutions nationales chargées de faire respecter la loi sont confrontées à la cybercriminalité. La police de proximité est aussi touchée par les menaces transfrontalières, telles que la radicalisation en ligne ou le terrorisme.

· Questions sociales

Les questions sociales principales en ce qui concerne la police de proximité sont enracinées dans l'ambiguïté du terme. De quelles communautés parlons-nous? Comment les forces de l'ordre peuvent-elles comprendre les citoyens et leurs besoins? Et si une partie des citoyens a des envies et attentes qui nuisent aux autres? Les approches et interventions basées sur la compréhension d'une seule partie des citoyens peuvent entraîner des conséquences négatives pour les autres. En conséquence, les questions sociales à propos de la police de proximité sont étroitement liées aux aspects éthiques, tels que l'impartialité des institutions nationales chargées de faire respecter la loi et la confiance des populations en elles.



La police de proximité en Europe

Le projet CCI a réalisé une analyse de l'état de l'art, qui se concentrait sur quatre agences européennes du maintien de l'ordre: La Catalogne (ES); Le Grand Manchester (UK); Lisbonne (PT); et La Basse-Saxe (DE). Cela a mis en lumière trois caractéristiques communes:

La présence visible de la police dans les quartiers

Normalement cela implique les patrouilles des policiers dans les quartiers. Il est important de mentionner que la présence policière ne fait pas référence uniquement à la présence physique des agents; elle peut aussi être facilitée par des moyens numériques.

L'engagement citoyen

La participation du public à la coproduction de la sécurité peut être difficile s'il y a un manque de confiance. Cependant, la confiance est censée être un des résultats de la police de proximité⁹. Un autre domaine d'engagement citoyen concerne le cyberspace¹⁰. A travers les réseaux sociaux, les institutions nationales chargées de faire respecter la loi peuvent communiquer avec les citoyens, mais également faire du renseignement en collectant des informations. La réussite de l'engagement citoyen en ligne semble dépendre des compétences et culture numériques des agents, ainsi que de la compréhension de l'impact du cyberspace sur l'espace physique.

La priorisation des inquiétudes des populations

Donner la priorité aux préoccupations des citoyens est étroitement lié aux idées contemporaines de la bonne gouvernance. Dans les populations analysées, les institutions nationales chargées de faire respecter la loi veulent prendre au sérieux les préoccupations des citoyens, et se concentrent particulièrement sur la prévention des crimes ciblant les personnes vulnérables. Les processus de priorisation pourraient en plus bénéficier de l'utilisation habile des outils numériques comme les chatbots, les applications de messagerie et les forums en ligne.



⁹ Davey, C., Wootton, A.B., Guillén, F. Diniz, M. et van Soomeren, P. (2019) D2.4. Review of State of the Art: Community Policing. Cutting Crime Impact, June 2019.

¹⁰ Bayerl, P.S. and Jacobs, G. (2017) "Evaluating the Design and Implementation of COMMUNITY POLICING-Support Technologies: A Participatory Framework", in Bayerl, P. S. et al. [eds] Community Policing – A European Perspective, Springer 2017.

Les enseignements à tirer de CCI

Malgré les contextes culturels différents et les différences sociétales, il est possible d'identifier des caractéristiques communes de la police de proximité dans l'Europe : la confiance et la légitimité.

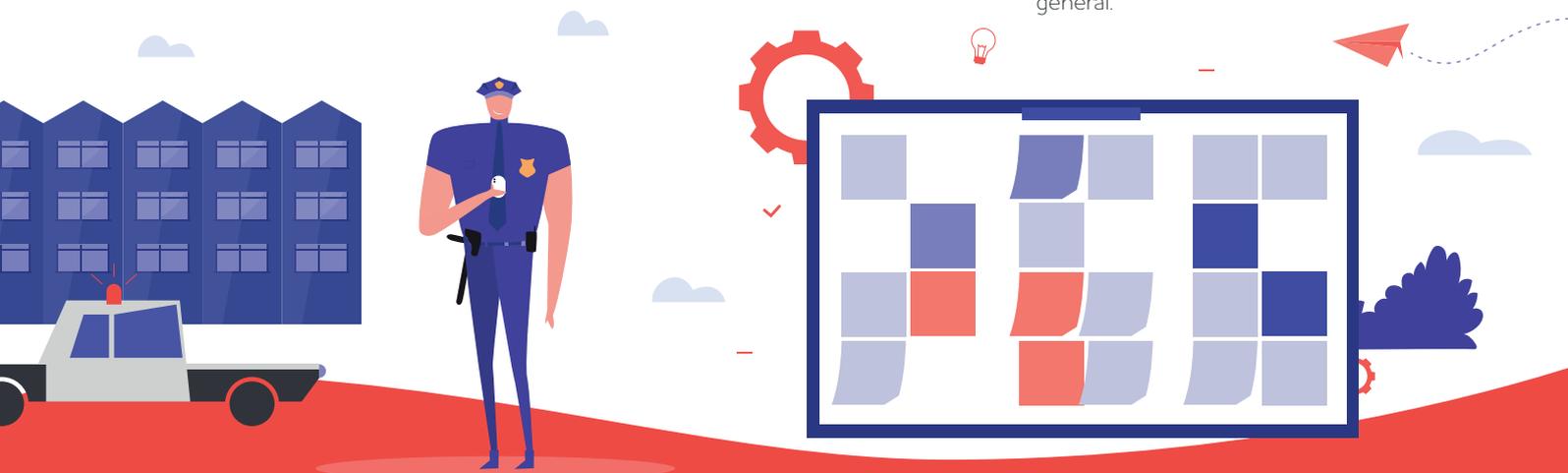
L'atout principal de la police de proximité et le fait que c'est une approche proactive pour résoudre les problèmes. La police de proximité s'occupe de la prévention de la criminalité pour les groupes vulnérables.

Néanmoins, il faut plus de recherches afin de pouvoir évaluer l'impact de la police de proximité. Malgré quelques résultats positifs prouvant qu'elle peut réduire la victimation (Davey et al. 2019), sa véritable contribution à la réduction de la criminalité ne demeure pas claire.

La mondialisation et la numérisation sont des catalyseurs qui obligent à redéfinir les relations entre l'individu et la société. La police de proximité est également impactée par des problèmes mondiaux tels que la radicalisation (en ligne), le terrorisme et la criminalité transfrontalière. Cela souligne l'importance de la coopération transfrontalière et la nécessité de disposer d'une stratégie pour s'occuper de la criminalité dans l'espace numérique.

Les institutions nationales chargées de faire respecter la loi devraient prendre de plus en plus en compte les communautés de mémoire, ainsi que les communautés psychologiques, et non seulement les communautés d'endroit (quartiers). Cela, ainsi que la reconnaissance d'une société en réseau, pourrait aider les institutions à rendre la police de proximité plus productive.

La police de proximité est un des dispositifs principaux qui permet aux citoyens de vivre et interagir avec l'État et ses représentants. Donc, une présence policière visible dans les quartiers, l'engagement des citoyens, et la capacité de donner la priorité aux préoccupations des populations est essentiel non seulement pour les institutions nationales chargées de faire respecter la loi, mais aussi pour le bien-être de la société en général.



Si vous voudriez plus d'informations sur Cutting Crime Impact (CCI), veuillez contacter:

Noreen Muzaffar
Université de Salford
n.muzaffar@salford.ac.uk

Pilar De La Torre
Efus
delatorre@efus.eu

Dr. Oskar Gstrein
Université de Groningen
o.j.gstrein@rug.nl

CCI
Consortium



This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 Research and Innovation programme under Grant Agreement No 787100



www.cuttingcrimeimpact.eu